

PARLEMENT

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité *Travail* Progrès

Loi n° 18-2014 du 13 juin 2014

autorisant la ratification de l'accord de financement entre la République du Congo et l'association internationale de développement pour le financement complémentaire pour le projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales

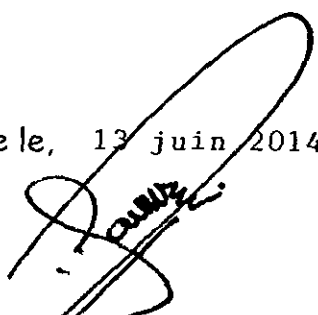
L'ASSEMBLEE NATIONALE ET LE SENAT ONT DELIBERE ET ADOPTE ;

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier : Est autorisée la ratification de l'accord de financement entre la République du Congo et l'association internationale de développement pour le financement complémentaire pour le projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales, dont le texte est annexé à la présente loi.

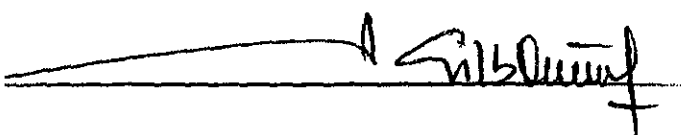
Article 2 : La présente loi sera publiée au Journal officiel et exécutée comme loi de l'Etat./-

Fait à Brazzaville le, 13 juin 2014

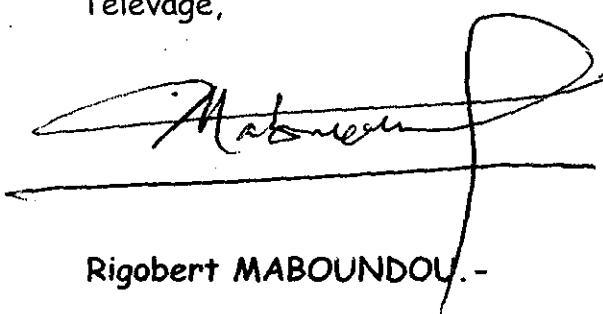

Denis SASSOU-N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances, du plan, du portefeuille public et de l'intégration,


Gilbert ONDONGO.-

Le ministre de l'agriculture et de l'élevage,


Rigobert MABOUNDOU.-

Décret n° 2014- 253 du 13 juin 2014
portant ratification de l'accord de financement entre la République du Congo
et l'association internationale de développement pour le financement
complémentaire pour le projet de développement agricole et de réhabilitation
des pistes rurales

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 18-2014 du 13 juin 2014 autorisant la ratification de l'accord de
financement entre la République du Congo et l'association internationale de
développement pour le financement complémentaire pour le projet de développement
agricole des pistes rurales ;

Vu le décret n° 2012-1035 du 25 septembre 2012 portant nomination des membres du
Gouvernement.

DECRETE :

Article premier : Est ratifié l'accord de financement entre la République du Congo et
l'association internationale de développement pour le financement complémentaire pour
le projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales, dont le
texte est annexé au présent décret.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la
République du Congo./-

Fait à Brazzaville, le

13 juin 2014

Denis SASSOU-N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre d'Etat, ministre de
l'économie, des finances, du plan, du
portefeuille public et de l'intégration,

Gilbert ONDONGO.-

Le ministre de l'agriculture et de
l'élevage,

Rigobert MABOUNDOU.-

Projet confidentiel négocié

NE PAS DIFFUSER
Département juridique
PROJET CONFIDENTIEL
19 Février 2014

Projet négocié
CRÉDIT NUMÉRO 5362-CG

Accord de Financement

**(Financement complémentaire pour le Projet de Développement Agricole et de
Réhabilitation des Pistes Rurales)**

entre

LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

et

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

En date du 19 Février, 2014

ANNEXE 1

Description du Projet

Le Projet a pour objectif d'aider le Bénéficiaire à améliorer la capacité des personnes pauvres vivant en zones rurales à accroître leurs revenus grâce à la mise au point et à la promotion des techniques agricoles améliorées, la mise en place d'infrastructures de marchés et à la formulation et la mise en œuvre de politiques et programmes de dépenses agricoles axés sur la réduction de la pauvreté.

Le Projet comprend les composantes suivantes :

1. Renforcement des capacités du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture

a) Renforcement des capacités du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et du Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture pour : a) formuler des politiques sectorielles adéquates ; b) planifier et exécuter de manière efficace les programmes de dépenses sectoriels ; et c) suivre et évaluer avec diligence l'exécution et l'efficacité desdits programmes aussi bien dans les services centraux que dans les services décentralisés.

~~b) Renforcement des capacités de la CNSA et CRAL pour procéder à des travaux de recherche, produire et distribuer des semences et des boutures.~~

c) Renforcement des capacités, entre autres, d'AGRI-CONGO, du CDTA, du CVTE et du PRSD pour fournir des services de vulgarisation agricole, un appui aux petits agriculteurs et d'autres services agricoles.

2. Réhabilitation des pistes rurales et des infrastructures des marchés

a) Réhabilitation et/ou entretien d'environ 80 kilomètres, en plus des 1300 km du Projet Initial, de routes rurales et de voies de navigation dans les Zones du Projet.

b) Réhabilitation des infrastructures de marchés et/ou construction de nouvelles infrastructures de marchés, comprenant des installations de débarquement de poisson et des halls d'exposition, des centres de collecte et d'entreposage et des salles de marché pour les produits et activités agro-pastoraux et piscicoles et d'autres produits commercialisables.

3. Appui aux activités productives et des moyens de subsistance durables dans les zones rurales

a) Mise au point et diffusion des techniques agropastorales et piscicoles améliorées, y compris : i) réhabilitation de deux stations piscicole ; ii)

Projet confidentiel négocié

conception et mise en place d'un système pilote d'information sur le marché ; et iii) formation et acquisition des intrants et matériels nécessaires pour les activités agropastorales et piscicoles.

- b) Fourniture de services de conseils techniques aux, et formations des, associations de producteurs et organisations communautaires dans le but de: i) renforcer les capacités de gestion technique et commerciale de leurs membres ; ii) mettre en place des mécanismes conçus pour faciliter l'accès aux micro-crédits par leurs membres; et iii) accroître la productivité et d'améliorer la capacité de leurs membres à générer plus de revenus.
- c) Mise en place d'un mécanisme de micro-finance pour fournir des Subventions à coûts partagés au titre de Micro-Projets aux Associations de Producteurs pour appuyer des activités visant à : i) produire, traiter et entreposer des produits agropastoraux et piscicoles ; et ii) adopter et utiliser des techniques améliorées de production de chaîne de valeur.
- d) Développement et intensification de la production horticole, avicole et piscicole dans les environs de Brazzaville et de Pointe Noire et réhabilitation des centres de production et de reproduction des poissons, tout ceci à travers, entre autres, de la: i) fourniture de biens et de services de conseils techniques aux Associations de Producteurs ; ii) installation de pépinières et de parcelles de démonstration pour diffuser les nouvelles techniques de production.

4. Coordination et gestion du Projet

Renforcement des capacités institutionnelles et techniques de l'UEP en vue de l'exécution et de la supervision du Projet, et notamment de la passation des marchés et gestion financière, du suivi et évaluation et de l'établissement de rapports tout ceci à travers la fourniture de services de conseils techniques, la Formation, les Charges d'Exploitation et l'acquisition de fournitures à cette fin.

ANNEXE 2

Exécution du Projet

Section I. Dispositions Institutionnelles et Modalités d'exécution

A. Dispositions institutionnelles

1. Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

Le Bénéficiaire désigne, à tout moment pendant l'exécution du Projet, le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (le « MAE ») pour assurer avec promptitude et efficacité la supervision, la gestion et l'exécution des activités au titre du Projet, et prend toutes les mesures requises, notamment pour fournir les ressources financières, humaines et autres nécessaires à l'exercice desdites fonctions.

2. Comité de Pilotage.

Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 de la présente Section I.A, le Bénéficiaire désigne, à tout moment pendant l'exécution du Projet, le Comité de Pilotage, en tant qu'entité chargée, entre autres, de superviser les opérations de ~~l'UCP, d'assurer une bonne coordination des activités interministérielles,~~ d'approuver les plans de travail et les budgets annuels, d'approuver les rapports d'étape annuels, et de formuler des recommandations pour assurer l'exécution efficace et efficiente du Projet.

3. Unité de Coordination du Projet.

Sans préjudice des dispositions des paragraphes (1) et (2) qui précèdent, le Bénéficiaire maintient au sein du MAE, à tout moment pendant l'exécution du Projet, l'Unité de Coordination du Projet (l'« UCP »), dotée de ressources, de fonctions, ainsi que d'un personnel en nombre suffisant et possédant des qualifications jugées satisfaisantes par l'Association, pour être chargée des opérations quotidiennes de coordination de l'exécution des activités du Projet.

B. Modalités d'Exécution

1. Manuel d'Exécution du Projet

- a) Au plus tard le 31 mars 2014, le Bénéficiaire met à jour, conformément à des termes de référence acceptables par l'Association, et communique à l'Association le Manuel d'Exécution du Projet qui décrit de manière détaillée les modalités et procédures d'exécution du Projet, y compris : A) les activités de renforcement des capacités visant à assurer la réalisation durable de l'objectif du ~~Projet ; B) les modalités de passation des marchés, de gestion financière et de~~

décaissement ; C) l'administration institutionnelle, la coordination et l'exécution des activités courantes du Projet ; D) les modalités de suivi et d'évaluation, de présentation de rapports, d'information, de formation et de communication relatives aux activités du Projet ; E) un manuel administratif, comptable et financier ; F) les Procédures des Subventions à coûts partagés au titre des Micro-Projets ; et G) toutes autres modalités et procédures techniques et organisationnelles pouvant être nécessaires au Projet ;

- b) Le Bénéficiaire offre à l'Association des possibilités raisonnables d'échange de vues sur ledit Manuel d'Exécution du Projet, et adopte par la suite ledit Manuel d'Exécution du Projet, tel qu'il a été approuvé par l'Association (le « Manuel d'Exécution du Projet »).
- c) Le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté conformément au Manuel d'Exécution du Projet, étant toutefois entendu qu'en cas de divergence entre les dispositions du Manuel d'Exécution du Projet et les dispositions du présent Accord, les dispositions du présent Accord prévalent. À moins que l'Association n'en convienne autrement, le Bénéficiaire ne modifie ni n'abroge aucune disposition du Manuel d'Exécution du Projet ni n'y fait dérogation.

2. Plans de Travail et Budgets Annuels

- a) Le Bénéficiaire prépare et communique à l'Association au plus tard le 31 décembre de chaque Exercice, pendant toute la durée de l'exécution du Projet, un plan de travail et un budget pour toutes les activités qu'il est proposé d'inclure dans le Projet pour l'Exercice suivant, ainsi que le plan de financement proposé pour les dépenses requises au titre de ces activités, indiquant les montants proposés et les sources de financement correspondantes.
- b) Chacun desdits plans de travail et budgets proposés précise toutes les activités de Formation qui peuvent être requises dans le cadre du Projet, y compris : i) le type de Formation ; ii) les raisons d'être de la Formation ; iii) le personnel devant bénéficier d'une Formation ; iv) l'institution ou les individus assurant la Formation ; v) le lieu et la durée de la Formation ; et vii) le coût de la Formation.
- c) Le Bénéficiaire donne à l'Association des possibilités raisonnables de procéder à des échanges de vues sur chacun desdits plans de travail et budgets proposés, puis adopte lesdits plans et budgets et veille à ce que le Projet soit exécuté avec la diligence voulue durant ledit Exercice, conformément au plan de travail et budget tels qu'ils auront été approuvés par l'Association (le « Plan de travail et Budget »).
- d) Le Bénéficiaire ne prend ni ne permet que soit prise aucune mesure qui aurait pour effet de modifier le Plan de Travail et Budget Annuels, sans l'accord préalable écrit de l'Association.

C. Lutte contre la Corruption

Le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté conformément aux dispositions des Directives pour la Lutte contre la Corruption.

D. Micro-Projets

1. Pour assurer la bonne exécution de la Composante 3(c) du Projet, le Bénéficiaire, par l'intermédiaire du MAE, accorde des Subventions à coûts partagés au titre des Micro-Projets au Bénéficiaire conformément aux critères d'admissibilité et aux procédures énoncées dans le MEP.

2. **Subventions à coûts partagés au titre de Micro-Projets dans le cadre de la Composante 3 (c) du Projet**

Le Bénéficiaire consent chaque Subvention à coûts partagés dans le cadre d'une Convention de Financement à coûts partagés au titre d'un Micro-Projet conclu avec l'Association de Producteurs (AP) concerné, à des conditions approuvées par l'Association, notamment les suivantes :

- a) L'AP est organisée autour d'une activité productive et/ou commerciale déterminée ;
- b) La Subvention à coûts partagés au titre d'un Micro-Projet est accordée en Francs CFA à titre de don ;
- c) Le Bénéficiaire s'entoure suffisamment des droits pour protéger ses intérêts et ceux de l'Association, notamment le droit :
 - i) de suspendre ou de résilier le droit de l'AP d'utiliser les fonds de la Subvention à coûts partagés au titre du Micro-Projet ou de tout ou partie du montant de ladite Subvention à coûts partagés décaissé jusque-là, si ladite AP manque à l'une quelconque des obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord de Subvention à coûts partagés au titre du Micro-Projet ; et
 - ii) le droit d'exiger de chaque AP : A) qu'elle exécute son Micro-Projet avec la diligence et l'efficacité voulues et conformément à des normes et pratiques techniques, économiques, financières, gestionnelles, environnementales et sociales appropriées et jugées satisfaisantes par l'Association, et notamment conformément aux dispositions des Directives pour la Lutte contre la Corruption applicables aux Destinataires des fonds du Financement autres que le Bénéficiaire ; B) qu'il fournisse les ressources nécessaires au fur et à mesure des besoins ; C) qu'il passe les marchés de fournitures, de travaux, de services autres

que les services de consultants et les contrats de services devant être financés sur les fonds de la Subvention à coûts partagés conformément aux dispositions du présent Accord ; D) qu'elle maintienne des politiques et procédures qui lui permettent de suivre et d'évaluer, conformément à des indicateurs jugés acceptables par l'Association, l'avancement du Micro-Projet et la réalisation de ses objectifs ; E) 1) qu'il maintienne un système de gestion financière et qu'il prépare des états financiers conformément à des normes comptables acceptables par l'Association et systématiquement appliquées, qui permettent de rendre compte des opérations, des ressources et des dépenses relatives au Micro-Projet ; et 2) à la demande de l'Association ou du Bénéficiaire, qu'elle laisse vérifier lesdits états financiers par des auditeurs indépendants jugés acceptables par l'Association, conformément à des normes d'audit acceptables par l'Association et systématiquement appliquées, et qu'elle communique les états financiers ainsi vérifiés au Bénéficiaire et à l'Association dans les meilleurs délais ; F) qu'elle permette au Bénéficiaire et à l'Association d'inspecter le Micro-Projet, ses opérations ainsi que toutes écritures et tous documents pertinents ; et G) qu'elle prépare et fournisse au Bénéficiaire et à l'Association tous renseignements que le Bénéficiaire ou l'Association peuvent raisonnablement demander sur ce qui précède.

3. Le Bénéficiaire exerce les droits que lui confère chaque Accord de Subvention à coûts partagés au titre d'un Micro-Projet de manière à protéger les intérêts du Bénéficiaire et de l'Association et à atteindre les objectifs du Financement. À moins que l'Association n'en convienne autrement, le Bénéficiaire ne modifie ni n'abroge aucune des dispositions de la Convention de Financement à coûts partagés au titre d'un Micro-Projet, n'y fait aucune dérogation ou n'aliène les droits et obligations y afférents.

E. Mesures de Sauvegarde

1. Le Bénéficiaire veille à ce que le Projet soit exécuté conformément aux Cadres et aux Instruments de Sauvegarde. À cette fin, le Bénéficiaire veille à ce que les mesures ci-après soient prises d'une manière jugée acceptable par l'Association :
 - a) si une activité quelconque du Projet, en vertu du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (« CGES ») : i) exige la réalisation d'une Évaluation de l'Impact Environnemental et Social (« EIES »), le Bénéficiaire veille à ce que l'EIES pour ladite activité soit : A) effectuée conformément aux prescriptions du CGES et soit communiquée à l'Association pour examen et approbation ; et B) diffusée de la manière

prescrite par le CGES et approuvée par l'Association ; et ii) exige la préparation d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (« PGES »), ledit PGES est préparé conformément aux prescriptions du CGES et communiqué à l'Association pour examen et approbation, et il est diffusé de la manière prescrite par le CGES et approuvé par l'Association;

- b) si un Plan d'Action de Réinstallation (« PAR ») doit être préparé pour une activité quelconque du Projet en vertu du Cadre de Politique de Réinstallation (« CPR »): i) ledit PAR est préparé conformément aux prescriptions du PAR, communiqué à l'Association pour examen et approbation, et diffusé de la manière requise par le CPR et approuvée par l'Association ; et ii) aucun travail au titre de ladite activité ne peut commencer tant que toutes les mesures devant être prises en vertu dudit PAR n'aient été prises ;
- c) si un Plan d'Interventions en faveur des Populations Autochtones (« PPA ») doit être préparé pour une activité quelconque du Projet en vertu du Cadre de Planification des Interventions en faveur des Populations Autochtones (« CPPA »): ledit PPA est préparé conformément aux prescriptions du CPPA, communiqué à l'Association pour examen et approbation, et diffusé de la manière requise par le ~~CPPA et approuvée par l'Association, et~~

- 2. Sans préjudice des autres obligations en matière d'établissement de rapports qui lui incombent en vertu du présent Accord et en vertu des dispositions de la Section 4.08 des Conditions Générales, le Bénéficiaire inclut dans les Rapports de Projet visés à la Section II.A de la présente Annexe, des informations appropriées sur l'application des Cadres de Sauvegarde et des Instruments de Sauvegarde, indiquant en détail : a) les mesures prises en application desdits Cadres de Sauvegarde et desdits Instruments de Sauvegarde ; b) toute situation qui fait obstacle ou qui menace de faire obstacle à la bonne application desdits Cadres de Sauvegarde et desdits Instruments de Sauvegarde ; et c) les mesures correctrices prises ou devant être prises pour remédier auxdites situations et pour assurer la poursuite de l'application efficace et efficiente desdits Cadres de Sauvegarde et desdits Instruments de Sauvegarde.

F. Fonds de Contrepartie du Projet ; Compte des Fonds de Contrepartie du Projet.

- 1. Le Bénéficiaire ouvre, et conserve pendant toute la durée de l'exécution du Projet, dans une institution financière de la place et à des conditions jugées acceptables par l'Association, un compte dans lequel tous les fonds de contrepartie nécessaires au Projet sont déposés et conservés jusqu'à ce qu'ils

Projet confidentiel négocié

soient utilisés pour régler des Dépenses Éligibles (« Compte des Fonds de Contrepartie ») ;

2. Sans préjudice des dispositions de la Section 4.03 des Conditions Générales, le Bénéficiaire dépose dans le Compte des Fonds de Contrepartie, les montants en Francs CFA au plus tard aux dates indiquées pour chaque montant.

Montant (en Francs CFA)	Date limite à laquelle le montant doit être déposé dans le Compte des Fonds de Contrepartie du Projet
2 000 000 000	Entrée en vigueur
2 000 000 000	30 Avril 2015

3. Le Bénéficiaire veille à ce que tous les montants déposés dans le Compte des Fonds de Contrepartie du Projet servent exclusivement à régler des Dépenses Éligibles.

Section II. Suivi et Évaluation du Projet, et Préparation de Rapports

A. Rapports du Projet

Le Bénéficiaire suit et évalue l'état d'avancement du Projet et prépare des Rapports de Projet conformément aux dispositions de la Section 4.08 des Conditions Générales et sur la base des indicateurs jugés acceptables par l'Association. Chaque Rapport de Projet couvre la période d'un trimestre calendaire et est communiqué à l'Association au plus tard un mois après la fin de la période couverte par ledit rapport.

B. Gestion Financière, Rapports Financiers et Audits

1. Le Bénéficiaire maintient, ou prend les dispositions nécessaires pour que soit maintenu, un système de gestion financière conformément aux dispositions de la Section 4.09 des Conditions Générales.
2. Sans préjudice des dispositions de la partie A de la présente Section, le Bénéficiaire prépare et communique à l'Association, au plus tard un mois après la fin de chaque trimestre de l'année civile, des rapports financiers intermédiaires non audités sur le Projet couvrant ledit trimestre, dont la forme et le fonds sont jugés satisfaisants par l'Association.
3. Le Bénéficiaire fait auditer ses États Financiers conformément aux dispositions de la Section 4.09 (b) des Conditions Générales. Chaque audit des États Financiers se rapporte à la période couvrant un exercice budgétaire du Bénéficiaire. Les États Financiers audités pour chacune desdites périodes sont communiqués à l'Association au plus tard six mois après la fin de chacune desdites périodes.

C. Clause de gestion financière

1. ~~Pour assurer la réalisation en temps opportun des audits visés dans la Partie B.3 de la présente Section II, le Bénéficiaire nomme, au plus tard trois (3) mois après la Date d'Entrée en Vigueur, un auditeur externe conformément aux dispositions de la Section III de la présente Annexe.~~
2. Le Bénéficiaire, trois (3) mois au plus tard après la Date d'Entrée en Vigueur, recrute, conformément aux dispositions de la Section III ci-après, et maintient en poste pendant toute la durée de l'exécution du Projet, un spécialiste de la passation des marchés, un spécialiste du suivi et de l'évaluation et un comptable, dont les qualifications, l'expérience et les termes de référence sont jugés satisfaisants par l'Association.

Section III. Passation des Marchés et Contrats

A. Généralités

1. **Fournitures, Travaux et Services autres que les services de consultants.** Tous les marchés de fournitures et de travaux et les contrats de services autres que les services de consultants nécessaires au Projet et devant être financés au moyen du Crédit sont passés conformément aux dispositions énoncées ou visées à la Section I des Directives pour la Passation des Marchés, ainsi qu'aux dispositions de la présente Section.

2. **Services de Consultants.** Tous les services de consultants nécessaires au Projet et devant être financés au moyen du Crédit sont passés conformément aux dispositions énoncées ou visées aux Sections I et IV des Directives pour l'Emploi des Consultants, ainsi qu'aux dispositions de la présente Section.
3. **Définitions.** Les termes en majuscule utilisés ci-après dans la présente Section pour décrire des procédures particulières de passation ou d'évaluation de marchés ou contrats particuliers par l'Association, se rapportent aux procédures correspondantes décrites dans les Directives pour la Passation des Marchés ou dans les Directives pour l'Emploi de Consultants, selon le cas.

B. Procédures Particulières de Passation des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services Autres que des Services de Consultants

1. **Appel d'Offres International.** À moins qu'il n'en soit disposé autrement au paragraphe 2 ci-après, les marchés de fournitures et de travaux et les services autres que les services de consultants sont attribués par voie d'Appel d'Offres International.
2. **Autres Procédures de Passation des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services Autres que des Services de Consultants.** Le tableau ci-après précise les procédures de passation de marchés, autres que l'Appel d'Offres International, qui peuvent être employées pour les fournitures, les travaux et les services autres que des services de consultants. Le Plan de Passation des Marchés de Services spécifie les circonstances dans lesquelles lesdites procédures peuvent être employées:

Procédure de Passation de marchés
a) Appel d'Offre International restreint
b) Appel d'Offres National
c) Consultation de Fournisseurs;
d) Entente Directe.
e) Régie
f) Participation Communautaire

C. Procédures Particulières de Passation des Contrats de Services de Consultants

1. **Sélection Fondée sur la Qualité Technique et sur le Coût.** À moins qu'il n'en soit disposé autrement au paragraphe 2 ci-après, les contrats de services de consultants sont attribués conformément aux dispositions applicables à la Sélection de Consultants Fondée sur la Qualité Technique et sur le Coût.

2. **Autres Procédures de Passation de Contrats de Services de Consultants.** Le tableau ci-après spécifie les procédures de passation des contrats, autres que la procédure de Sélection Fondée sur la Qualité Technique et sur le Coût, qui peuvent être employées pour les services de consultants. Le Plan de Passation des Contrats de Services spécifie les circonstances dans lesquelles lesdites procédures peuvent être employées:

Procédures de Passation de Contrats de Services de Consultants
a) Sélection au Moindre Coût
b) Sélection de consultants individuels
c) Sélection fondée sur les Qualifications des Consultants

D. Examen par l'Association des Décisions Concernant la Passation des Marchés

Le Plan de Passation des Marchés et Contrats stipule les marchés et contrats devant être soumis à l'Examen Préliminaire de l'Association. Tous les autres marchés et contrats sont soumis à l'Examen a posteriori de l'Association.

Section IV. Retrait des Fonds du Financement

A. Généralités

1. Le Bénéficiaire peut retirer les fonds du Financement conformément aux dispositions de l'Article II des Conditions Générales, aux dispositions de la présente Section, et à toutes instructions que l'Association peut spécifier par voie de notification au Bénéficiaire (y compris les « Directives pour les décaissements applicables aux projets », datées de mai 2006, y compris les modifications susceptibles de leur être apportées par l'Association, telles qu'elles s'appliquent au présent Accord en vertu desdites instructions), pour financer les Dépenses Éligibles ainsi que stipulé dans le tableau du paragraphe 2 ci-dessous.
2. Le tableau ci-dessous indique les Catégories de Dépenses Éligibles qui peuvent être financées au moyen des fonds du Financement (« Catégorie »), les montants alloués au Financement de chaque Catégorie, et le pourcentage de Dépenses Éligibles devant être financé dans chaque Catégorie :

Projet confidentiel négocié

Catégorie	Montant du Financement Alloué (exprimé en DTS)	% de Dépenses Financé (Taxes comprises)
1) Fournitures, services de consultants, services autres que les services de consultants, Formation et Charges d'Exploitation au titre de la Composante 1 du Projet	200 000	33%
2) Fournitures, travaux et services autres que des services de consultants au titre de la Composante 2 du Projet	650 000	19%
3) Subventions à coûts partagés au titre de la Composante 3c) du Projet	500 000	50%
4) Fournitures, travaux, services de consultants, services autres que les services de consultants, Formation et Charges d'Exploitation au titre des Composantes 3 (a), (b) et (d) du Projet	350 000	50%
MONTANT TOTAL	1 700 000	

B. Conditions de Décaissement ; Période de Décaissement

1. Nonobstant les dispositions de la Partie A de la présente Section, aucune somme ne peut être retirée pour régler des dépenses effectuées avant la date du présent Accord.
2. La Date de Clôture est le 31 octobre 2015.

ANNEXE 3

Calendrier d'amortissement

Date d'Exigibilité	Montant en principal du Crédit exigible (exprimé en pourcentage)*
Tous les 15 mai et 15 novembre :	
à partir du 15 mai 2019 jusqu'au 15 novembre 2028 inclus	1,65 %
à partir du 15 mai 2029 jusqu'au 15 novembre 2038 inclus	3,35 %

* Les pourcentages indiqués représentent le pourcentage du montant en principal du Crédit devant être remboursé, à moins que l'Association n'en dispose autrement conformément à la Section 3.03 (b) des Conditions Générales.

APPENDICE

Section I. Définitions.

1. L'expression « Plan de Travail et Budget Annuels » désigne le plan de travail et le budget annuels préparés chaque année par le Bénéficiaire conformément aux dispositions de la Section I.B.2 de l'Annexe 2 au présent Accord
2. Le sigle « AGRI-CONGO » désigne l'Institut d'appui au développement du Bénéficiaire, constitué et opérant en vertu de l'accord Agrisud-International en date du 20 juin 1996.
3. L'expression « Directives pour la Lutte contre la Corruption » désigne les « Directives pour la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans le cadre des Projets financés par des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA », en date du 15 octobre 2006 et révisées en janvier 2011.
4. Le terme « Destinataire » désigne une Association de Producteurs ou toute autre entité éligible à recevoir une Subvention à coûts partagés, conformément aux critères énoncés dans le Manuel d'Exécution du Projet.
5. Le terme « Catégorie » désigne une catégorie figurant dans le tableau de la Section IV de l'Annexe 2 au présent Accord.
6. Le sigle « CDTA » désigne le Centre de Démonstration des Techniques Agricoles du Bénéficiaire constitué et opérant en vertu de l'arrêté ministériel n° 9103/MAE-CAB.
7. L'expression « Franc CFA » désigne le franc de la Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale dont les membres ont tous pour banque centrale la Banque des États de l'Afrique Centrale.
8. Le sigle « CNSA » désigne le Centre National des Semences Améliorées du Bénéficiaire constitué et opérant en vertu du décret présidentiel n°83/11 en date du 11 janvier 1983.
9. L'expression « Directives pour l'Emploi de Consultants » désigne les « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA », datées de janvier 2011.
10. Le sigle « CRAL » désigne le Centre de Recherches Agricoles de Loudima du Bénéficiaire constitué et opérant en vertu de l'Acte n°13/86 en date du 19 mars 1986, de la législation du Bénéficiaire.

Projet confidentiel négocié

11. Le sigle "CVTE" désigne le Centre de Vulgarisation des Techniques d'Élevage du Bénéficiaire constitué et opérant en vertu de l'Arrêté ministériel n° 9106/MAE-CAB.
12. Le sigle "EIES" désigne, pour chaque activité menée dans le cadre du Projet au titre de laquelle le CGES exige la réalisation d'une évaluation de l'impact environnemental et social, l'évaluation réalisée conformément aux dispositions de la Section I.E de l'Annexe 2 au présent Accord, conformément au CGES.
13. Le sigle "CGES" désigne le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale du Bénéficiaire daté de 20 octobre 2006 et diffusé le 27 octobre 2007, énonçant les modalités d'examen environnemental et les procédures de préparation et d'exécution des évaluations environnementales et des plans de gestion dans le cadre du Projet ; ledit sigle désigne également toutes les annexes et tous les appendices au CGES, ainsi que toutes les modifications qui peuvent être apportées audit Cadre avec l'accord préalable de l'Association.
14. Le sigle "PGES" désigne un Plan de Gestion Environnementale et Sociale, préparé conformément au CGES et aux dispositions de la Section I.F de l'Annexe 2 au présent Accord aux fins d'une activité du Projet.
15. L'expression "Exercice" désigne la période de douze mois commençant le 1er ~~janvier et se terminant le 31 décembre de la même année.~~
16. L'expression "Conditions Générales" désigne les "Conditions Générales pour les Crédits et les Dons de l'Association Internationale de Développement", en date du 31 juillet 2010.
17. L'expression "Plan d'Interventions en faveur des Populations Autochtones" et le sigle "PPA" désignent le plan du Bénéficiaire, préparé et mis en œuvre conformément aux dispositions du CPPA et des dispositions de la Section I.E. de l'Annexe 2 au présent Accord.
18. L'expression "Cadre de Planification des Interventions en faveur des Populations Autochtones" désigne le cadre du Bénéficiaire publié dans le pays le 11 novembre 2012 et à l'InfoShop de l'Association le 7 décembre, 2012, tel que préparé et appliqué conformément aux dispositions de la Section I.E. de l'Annexe 2 au présent Accord.
19. L'expression "Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage" et le sigle "MAE" désigne le ministère du Bénéficiaire chargé de l'agriculture et de l'élevage et toute entité qui pourrait lui succéder.

Projet confidentiel négocié

20. L'expression "Ministère de la Pêche et de l'Aquaculture" et le sigle "MPA" désignent le ministère du Bénéficiaire chargé de la pêche et de l'aquaculture et toute entité qui pourrait lui succéder.
21. Le terme "Micro-Projet" désigne une activité de développement particulière du Projet devant être réalisée dans le cadre de la Composante 3(c) du Projet par un Destinataire au moyen des fonds du Financement, et le terme "Micro-Projets" désigne, collectivement, au moins deux Micro-Projets.
22. L'expression "Subvention à coûts partagés au titre d'un Micro-Projet" désigne une subvention accordée ou qu'il est proposé d'accorder à un Destinataire dans le cadre de la Composante 3 (c) du Projet.
23. L'expression "Convention de Financement à coûts partagés au titre d'un Micro-Projet" désigne chaque accord devant être conclu entre le Bénéficiaire et un Destinataire pour le financement d'un Micro-Projet dans le cadre de la Composante 3 (c) du Projet.
24. L'expression "Charges d'Exploitation" désigne les charges d'exploitation supplémentaires encourues dans le cadre du Projet au titre des activités de coordination, d'exécution et de suivi du Projet menées par les organismes d'exécution du Bénéficiaire, y compris les dépenses au titre des fournitures de bureau, les coûts d'exploitation et d'entretien des véhicules, les frais des services de réseau, les frais de communication, les indemnités journalières et les allocations de déplacement, mais à l'exclusion des salaires des agents de la fonction publique du Bénéficiaire.
25. L'expression "Accord de Financement Initial" désigne l'accord de financement au titre du Projet de Développement Agricole et de Réhabilitation des Pistes Rurales » entre le Bénéficiaire et l'Association, daté du 6 septembre 2007, tel que modifié à ce jour (Don n°H302-COB).
26. L'expression « Projet Initial » désigne le Projet décrit dans l'Accord de Financement Initial.
27. L'expression « Directives pour la Passation des Marchés » désigne les « Directives : Passation des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services Autres que des Services de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA », daté de janvier 2011.
28. L'expression « Plan de Passation des Marchés et Contrats » désigne le plan de passation des marchés et contrats établi par le Bénéficiaire pour le Projet, en date du 17 décembre 2013, et visé au paragraphe 1.18 des Directives pour la Passation des Marchés et au paragraphe 1.25 des Directives pour l'Emploi de Consultants,

y compris les mises à jour qui peuvent lui être apportées conformément aux dispositions desdits paragraphes.

29. L'expression « Zones du Projet » désigne les entités territoriales Bénéficiaire suivantes : Bouenza, Brazzaville, Cuvette, Kouilou, Lekoumou, Niari, Plateau, Pointe Noire, Pool et Sangha.
30. L'expression « Compte des Fonds de Contrepartie » désigne le compte devant être ouvert et maintenu par le Bénéficiaire conformément aux dispositions de la Section I.E de l'Annexe 2 au présent Accord.
31. L'expression « Manuel d'Exécution du Projet » désigne le manuel du Bénéficiaire visé à la Section I.B.1 de l'Annexe 2 au présent Accord.
32. Le sigle « PRSD » désigne le Projet de Réhabilitation et de Relance des Station Piscicoles Domanials du Bénéficiaire constitué et opérant en vertu du document ministériel, en date du 11 septembre 2000.
33. L'expression « Unité d'Exécution du Projet » désigne l'unité du Bénéficiaire visée au paragraphe 3 de la Section I.A. de l'Annexe 2 au présent Accord.
- ~~34. L'expression « Association de Producteurs » désigne un groupe d'agriculteurs, d'horticulteurs, d'éleveurs ou de pisciculteurs ou toute association de producteurs (y compris des coopératives) ou de producteurs non agricoles particuliers sollicitant une Subvention à coûts partagés dans le cadre du Projet pour poursuivre une activité économique et étant éligible à recevoir ladite subvention conformément aux critères énoncés dans le Manuel d'Exécution du Projet.~~
35. L'expression « Plan d'Action de Réinstallation » et le sigle « PAR » désignent un plan d'action de réinstallation préparé et mis en œuvre conformément au CPR et aux dispositions de la Section I.F de l'Annexe 2 au présent Accord, tel qu'approuvé par l'Association.
36. L'expression « Cadre de Politique de Réinstallation » et le sigle « CPR » désignent le Cadre de Politique de Réinstallation du Bénéficiaire publié dans le pays le 20 décembre 2006 et à l'InfoShop de l'Association, en date du 27 octobre 2006, qui définit, entre autres, les directives, procédures, calendriers et autres spécifications pour les mesures de réinstallation/indemnisation devant être prises dans le cadre du Projet à l'égard des Personnes Déplacées, et visé au paragraphe E de la Section I de l'Annexe 2 au présent Accord.
37. L'expression « Cadre de Sauvegarde » désigne chacun des CGES ou CPR ou CPPA, selon le contexte ; et l'expression « Cadres de Sauvegarde » désigne, collectivement lesdits CGES et CPAR et CPPA.

Projet confidentiel négocié

38. L'expression « Instrument de Sauvegarde » désigne une EIES, un PGES, un PAR, un PPA, ou un PLA établi pour une activité du Projet ; et l'expression « Instruments de Sauvegarde » désigne, collectivement, au moins deux de ces instruments.
39. L'expression « Comité de Pilotage » désigne le comité du Bénéficiaire visé à la Section I.A.2 de l'Annexe 2 au présent Accord, qui est présidé par le MAE et dont les membres se composent de représentants du secteur privé, d'organisations bénéficiaires, de certains ministères, d'institutions publiques et de la société civile.

Section II. Modifications apportées aux Conditions Générales

Les modifications apportées aux Conditions Générales sont les suivantes :

1. La Section 3.02 est modifiée et doit se lire comme suit

« Section 3.02. *Commission de Service et Paiement d'Intérêts*

- a) *Commission de Service.* Le Bénéficiaire verse à l'Association une commission de service sur le Montant Non Décaissé du Financement au taux spécifié dans l'Accord de Financement. La Commission de Service court à partir des dates respectives auxquelles les montants du Crédit sont retirés et est payable semestriellement à terme échu, à chaque Date de Paiement. Les Commissions de Service sont calculées sur la base d'une année de 360 jours divisée en 12 mois de 30 jours.
 - b) *Paiement d'Intérêts.* Le Bénéficiaire verse à l'Association des intérêts sur le Montant Non Décaissé du Financement au taux spécifié dans l'Accord de Financement. Les intérêts courent à partir des dates respectives auxquelles les montants du Crédit sont retirés et sont payables semestriellement à terme échu, à chaque Date de Paiement. Les intérêts sont calculés sur la base d'une année de 360 jours divisée en 12 mois de 30 jours. »
2. Le paragraphe 28 de l'Annexe (« Paiement au titre du Financement ») est modifié par l'insertion de l'expression « Paiement d'Intérêts » entre les expressions « Commission de Service » et « Commission d'Engagement ».
 3. L'Annexe est modifiée par l'insertion d'un nouveau paragraphe 32 définissant l'expression « Paiement d'Intérêts », rédigé comme indiqué ci-dessous, et les paragraphes suivants sont renumérotés en conséquence :

« 32. L'expression « Paiement d'Intérêts » désigne le paiement d'intérêts spécifié dans l'Accord de Financement aux fins de la Section 3.02(b). »

Projet confidentiel négocié

4. Le nouveau paragraphe 37 (ancien paragraphe 36) de l'Annexe (« Date de Paiement ») est modifié par l'insertion de l'expression « Paiement d'Intérêts » entre les expressions « Commission de Service » et « Commission d'Engagement ».
 5. Le nouveau paragraphe 50 (ancien paragraphe 49) de l'Annexe (« Commission de Service ») est modifié comme suit : la référence faite à la « Section 3.02 » est remplacée par une référence à la « Section 3.02 (a) ».)
-

CREDIT NUMBER 5362-CG

Financing Agreement

(Additional Financing For Agricultural Development and Rural Roads
Rehabilitation Project)

between

REPUBLIC OF CONGO

.....and.....

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

Dated

Feb 19, 2014

CREDIT NUMBER 5362-CG

FINANCING AGREEMENT

AGREEMENT dated Feb 19, 2014, entered into between REPUBLIC OF CONGO ("Recipient") and INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION ("Association") for the purpose of providing additional financing for activities related to the Original Project (as defined in the Appendix to this Agreement). The Recipient and the Association hereby agree as follows:

ARTICLE I — GENERAL CONDITIONS; DEFINITIONS

- 1.01. The General Conditions (as defined in the Appendix to this Agreement) constitute an integral part of this Agreement.
- 1.02. Unless the context requires otherwise, the capitalized terms used in this Agreement have the meanings ascribed to them in the General Conditions or in the Appendix to this Agreement.

ARTICLE II — FINANCING

- 2.01. The Association agrees to extend to the Recipient, on the terms and conditions set forth or referred to in this Agreement, a credit in an amount equivalent to one ~~million seven hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 1,700,000)~~ (variously, "Credit" and "Financing"), to assist in financing the project described in Schedule 1 to this Agreement ("Project").
- 2.02. The Recipient may withdraw the proceeds of the Financing in accordance with Section IV of Schedule 2 to this Agreement.
- 2.03. The Maximum Commitment Charge Rate payable by the Recipient on the Unwithdrawn Financing Balance shall be one-half of one percent (1/2 of 1%) per annum.
- 2.04. The Service Charge payable by the Recipient on the Withdrawn Credit Balance shall be equal to three-fourths of one percent (3/4 of 1%) per annum.
- 2.05. The Interest Charge payable by the Recipient on the Withdrawn Credit Balance shall be equal to one and a quarter percent (1.25%) per annum.
- 2.06. The Payment Dates are May 15 and November 15 in each year.
- 2.07. The principal amount of the Credit shall be repaid in accordance with the repayment schedule set forth in Schedule 3 to this Agreement.
- 2.08. The Payment Currency is Dollar.

Feb 19, 2014

H. E. Gilbert Ondongo
Minister of State, Minister of Economy, Finance, Planning, Public Portfolio and Integration
Ministry of Economy, Finance, Planning, Public Portfolio and Integration
B.P. 2083
Brazzaville, Congo

Excellency:

Re Republic of Congo: IDA Financing 5362-CG
Agricultural Development and Rural Roads Rehabilitation Project
(Additional Financing)
Additional Instructions: Disbursement

I refer to the Financing Agreement between the International Development Association (the "Association") and the Republic of Congo (the "Recipient") for the above-referenced project, dated 02/19, 2014. The Agreement provides that the Association may issue additional instructions regarding the withdrawal of the proceeds of Financing 5362-CG ("Financing"). This letter ("Disbursement Letter"), ~~as revised from time to time, constitutes the additional instructions.~~

The attached *World Bank Disbursement Guidelines for Projects*, dated May 1, 2006, ("Disbursement Guidelines") (Attachment 1), are an integral part of the Disbursement Letter. The manner in which the provisions in the Disbursement Guidelines apply to the Financing is specified below. Sections and subsections in parentheses below refer to the relevant sections and subsections in the Disbursement Guidelines and, unless otherwise defined in this letter, the capitalized terms used have the meanings ascribed to them in the Disbursement Guidelines.

I. Disbursement Arrangements

(i) Disbursement Methods (section 2). The following Disbursement Methods may be used under the Financing:

- Reimbursement
- Advance
- Direct Payment
- Special Commitment

(ii) Disbursement Deadline Date (subsection 3.7). The Disbursement Deadline Date is 4 months after the Closing Date specified in the Financing Agreement. Any changes to this date will be notified by the Association.

(iii) Disbursement Conditions (subsection 3.8). Please refer to the Disbursement Condition(s) in the Financing Agreement.

II. Withdrawal of Financing Proceeds

(i) Authorized Signatures (subsection 3.1). A letter in the Form attached (Attachment 2) should be furnished to the Association at the address indicated below providing the name(s) and specimen signature(s) of the official(s) authorized to sign Applications:

Banque mondiale
Boulevard Denis Sassou Nguesso
2ème étage, Immeuble BDEAC
BP.:14536
Brazzaville, Congo
Attention: Eustache Ouayoro, Country Director

(ii) Applications (subsections 3.2 - 3.3). Please provide completed and signed: (a) applications for withdrawal, together with supporting documents; and (b) applications for special commitments, together with a copy of the commercial bank letter of credit, to the address indicated below:

The World Bank
Loan Department
13th Floor
Delta Center
Menengai Road
Upper Hill
P.O. Box 30557-00100
Nairobi Kenya
Tel +254 20 2936 000

(iii) Electronic Delivery (subsection 3.4) The Association may permit the Recipient to electronically deliver to the Association Applications (with supporting documents) through the Association's Client Connection, web-based portal. The option to deliver Applications to the Association by electronic means may be effected if: (a) the Recipient has designated in writing, pursuant to the terms of subparagraph (i) of this Section, its officials who are authorized to sign and deliver Applications and to receive secure identification credentials ("SIDC") from the Association for the purpose of delivering such Applications by electronic means; and (b) all such officials designated by the Recipient have registered as users of Client Connection. If the Association agrees, the Association will provide the Recipient with Tokens for the designated officials. Following which, the designated officials may deliver Applications electronically by completing Form 2380, which is accessible through Client Connection (<https://clientconnection.worldbank.org>). The Recipient may continue to exercise the option of preparing and delivering Applications in paper form. The Association reserves the right and may, in its sole discretion, temporarily or permanently disallow the electronic delivery of Applications by the Recipient.

(iv) Terms and Conditions of Use of SIDC to Process Applications. By designating officials to use SIDC and by choosing to deliver the Applications electronically, the Recipient confirms through the authorized signatory letter its agreement to: (a) abide by the *Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation* ("Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials") provided in Attachment 3; and (b) to cause such official to abide by those terms and conditions.

(v) Minimum Value of Applications (subsection 3.5). The Minimum Value of Applications is US\$150,000 equivalent.

(vi) Advances (sections 5 and 6)

- *Type of Designated Account (subsection 5.3).* Separate
- *Currency of Designated Accounts (subsection 5.4).* FCFA
- *Financial Institution at which the Designated Accounts Will Be Opened (subsection 5.5).* Credit du Congo
- *Ceiling (subsection 6.1):* FCFA 150,000,000.

III. Reporting on Use of Financing Proceeds

(i) Supporting Documentation (section 4). Supporting documentation should be provided with each application for withdrawal as set out below:

- ***For requests for Reimbursement and expenditures paid from the Designated Account:***
 - Statement of Expenditure in the form attached (Attachment 4);
 - Records evidencing eligible expenditures (e.g., copies of receipts, supplier invoices) for payments for works against contracts valued at \$200,000 or more; goods against contracts valued at \$100,000 or more; consulting firms against contracts valued at \$100,000 or more and individual consultants against contracts valued at \$50,000 or more; and
 - List of payments against contracts that are subject to the Association's prior review, in the form attached (Attachment 5).
- ***For requests for Direct Payment:***
 - Records evidencing eligible expenditures, e.g., copies of receipts, supplier invoices and documentary evidence of delivery and the Recipient's acceptance of contracted goods or services.
- ***For requests for Special commitments:***
 - Letter of credit; and
 - Copy of the contract.

(ii) Frequency of Reporting Eligible Expenditures Paid from the Designated Account (subsection 6.3): Monthly.

(iii) Other Supporting Documentation Instructions:

Copies of the bank statements of all Designated Accounts and a reconciliation statement in the form attached (Attachment 6) for all Designated Accounts should be submitted with each Application for withdrawal for replenishment of the Designated Accounts.

All other supporting documentation for SOEs should be retained by the project management or Recipient and must be made available for review by periodic Association missions and internal and external auditors.

IV. Other Disbursement Instructions

The Program will be financed in an amount of \$10.5 million equivalent, \$2.5 million equivalent of which will be financed by IDA and \$8 million equivalent by the Recipient. The Recipient will disburse its counterpart financing in two tranches to the Project Account in accordance with the schedule specified in Section I (F.2) of Schedule 2 of the Financing Agreement while IDA will advance funds to the Designated Account.

V. Other Important Information

For additional information on disbursement arrangements, please refer to the Disbursement Handbook available on the World Bank's public website at <http://www.worldbank.org> and its secure website "Client Connection" at <http://clientconnection.worldbank.org>. Print copies are available upon request.

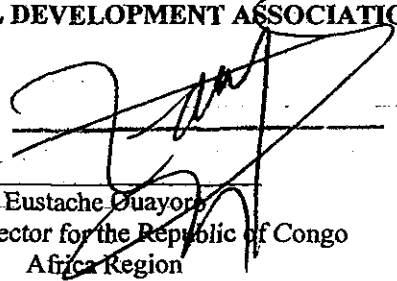
From the Client Connection website, you will be able to download Applications, monitor the near real-time status of the Financing, and retrieve related policy, financial, and procurement information.

If you have not already done so, the Association recommends that you register as a user of the Client Connection website (<https://clientconnection.worldbank.org>). From this website you will be able to prepare and deliver Applications, monitor the near real-time status of the Financing, and retrieve related policy, financial, and procurement information. All Recipient officials authorized to sign and deliver Applications by electronic means are required to register with Client Connection before electronic delivery can be effected. For more information about the website and registration arrangements, please contact the Association by email at [<clientconnection@worldbank.org>](mailto:clientconnection@worldbank.org).

If you have any queries in relation to the above, please contact Faly Diallo, Finance Officer at LOAAFR@worldbank.org using the above reference.

Yours sincerely,

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By 

Eustache Ouayon

Country Director for the Republic of Congo
Africa Region

Attachments

1. *World Bank Disbursement Guidelines for Projects*, dated May 1, 2006
2. Form of Authorized Signatories
3. Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation, dated March 1, 2013.
4. Form for Statement of Expenditures.
5. Form of Payments Against Contracts Subject to the Bank's Prior Review.
6. Designated Account reconciliation statement

[Letterhead]
Ministry of Finance
[Street address]
[City] [Country]

[DATE]

The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

Attention: [Country Director]

Dear [Country Director]:

**Re: Republic of Congo - Agricultural Development and
Rural Roads Rehabilitation Project
Additional Financing
IDA Financing 5362-CG
Additional Instructions: Disbursements**

I refer to the Financing Agreement between the International Development Association ("the Association") and the Republic of Congo ("the Recipient") for the above-referenced project, dated [REDACTED] ("Financing Agreement").

For the purposes of Section 2.03 of the General Conditions as defined in the Agreement, any ¹[one] of the persons whose authenticated specimen signatures appear below is authorized on behalf of the Recipient to sign applications for withdrawal [and applications for a special commitment] under this Financing.

For the purpose of delivering Applications to the Association, ²[each] of the persons whose authenticated specimen signatures appears below is authorized on behalf of the Recipient, acting ³[individually] ⁴[jointly], to deliver Applications, and evidence in support thereof on the terms and conditions specified by the Association.

¹ ~~Instruction to the Recipient: Stipulate if more than one person needs to sign Applications, and how many or which positions, and if any thresholds apply. Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.~~

² ~~Instruction to the Recipient: Stipulate if more than one person needs to jointly sign Applications, if so, please indicate the actual number. Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.~~

³ ~~Instruction to the Recipient: Use this bracket if any one of the authorized persons may sign; if this is not applicable, please delete. Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.~~

⁵[This confirms that the Recipient is authorizing such persons to accept Secure Identification Credentials (SIDC) and to deliver the Applications and supporting documents to the Association by electronic means. In full recognition that the Association shall rely upon such representations and warranties, including without limitation, the representations and warranties contained in the *Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials in connection with Use of Electronic Means to Process Applications and Supporting Documentation* ("Terms and Conditions of Use of SIDC"), the Recipient represents and warrants to the Association that it will cause such persons to abide by those terms and conditions.]

This Authorization replaces and supersedes any Authorization currently in the Association records with respect to this Agreement.

[Name], [position] Specimen Signature: _____

[Name], [position] Specimen Signature: _____

[Name], [position] Specimen Signature: _____

Yours truly,

/ signed /

[Position]⁶

⁴ Instruction to the Recipient: Use this bracket only if several individuals must jointly sign each Application; if this is not applicable, please delete. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

⁵ Instruction to the Recipient: Add this paragraph if the Recipient wishes to authorize the listed persons to accept Secure Identification Credentials and to deliver Applications by electronic means; if this is not applicable, please delete the paragraph. *Please delete this footnote in final letter that is sent to the Association.*

⁶ The letter should be signed by the official designated as the Recipient's Representative in the Advance Agreement.

**Terms and Conditions of Use of Secure Identification Credentials
in connection with Use of Electronic Means
to Process Applications
and Supporting Documentation**

March 1, 2013

The World Bank (Bank)⁷ will provide secure identification credentials (SIDC) to permit the Borrower⁸ to deliver applications for withdrawal and applications for special commitments under the Agreement(s) and supporting documentation (such applications and supporting documentation together referred to in these Terms and Conditions of Use as Applications) to the Bank electronically, on the terms and conditions of use specified herein.

SIDC can be either: (a) hardware-based (Physical Token), or (b) software-based (Soft Token). The Bank reserves the right to determine which type of SIDC is most appropriate.

A. Identification of Users

1. The Borrower will be required to identify in a completed Authorized Signatory Letter (ASL) duly delivered to and received by the Bank each person who will be authorized to deliver Applications. The Bank will provide SIDC to each person identified in the ASL (Signatory), as provided below. The Borrower shall also immediately notify the Bank if a Signatory is no longer authorized by the Borrower to act as a Signatory.
2. Each Signatory must register as a user on the Bank's Client Connection (CC) website (<https://clientconnection.worldbank.org>) prior to receipt of his/her SIDC. Registration on CC will require that the Signatory establish a CC password (CC Password). The Signatory shall not reveal his/her CC Password to anyone or store or record the CC Password in written or other form. Upon registration as a CC user, the Signatory will be assigned a unique identifying account name.

B. Initialization of SIDC

1. Prior to initialization of SIDC by a Signatory, the Signatory will acknowledge having read, understood and agreed to be bound by these Terms and Conditions of Use.
2. Where a Physical Token is to be used, promptly upon receipt of the Physical Token, the Signatory will access CC using his/her account name and CC Password and register his/her Physical Token and set a personal identification number (PIN) to be used in connection with the use of his/her Physical Token, after which the Physical Token will be initialized for use by the Signatory exclusively for purposes of delivering Applications. Where a Soft Token is

⁷ "Bank" includes IBRD and IDA.

⁸ "Borrower" includes the borrower of an IBRD loan, IDA credit, or Project Preparation Facility advance and the recipient of a grant.

to be used, the Signatory will access CC using his/her account name and CC Password and set a personal identification number (PIN) to be used in connection with the use of his/her Soft Token, after which the Soft Token will be initialized for use by the Signatory exclusively for purposes of delivering Applications. Upon initialization of the SIDC, the Signatory will be a "SIDC User". The Bank will maintain in its database a user account (Account) for each SIDC User for purposes of managing the SIDC of the SIDC User. Neither the Borrower nor the SIDC User will have any access to the Account.

3. Prior to first use of the SIDC by the SIDC User, the Borrower shall ensure that the SIDC User has received training materials provided by the Bank in use of the SIDC.

C. Use of SIDC

1. Use of the SIDC is strictly limited to use in the delivery of Applications by the SIDC User in the manner prescribed by the Bank in the Agreement(s) and these Terms and Conditions. Any other use of the SIDC is prohibited.
2. The Bank assumes no responsibility or liability whatsoever for any misuse of the SIDC by the SIDC User, other representatives of the Borrower, or third parties.
3. The Borrower undertakes to ensure, and represents and warrants to the Bank (such representation and warranty being expressly relied upon by the Bank in granting SIDC) that each SIDC User understands and will abide by, these Terms and Conditions of Use, including without limitation the following:

4. Security

- 4.1. The SIDC User shall not reveal his/her PIN to anyone or store or record the PIN in written or other form.
- 4.2. The SIDC User shall not allow anyone else to utilize his/her SIDC to deliver an Application to the Bank.
- 4.3. The SIDC User shall always logout from CC when not using the system. Failure to logout properly can create a route into the system that is unprotected.
- 4.4. If the SIDC User believes a third party has learned his/her PIN or has lost his/her Physical Token he/she shall immediately notify clientconnection@worldbank.org.
- 4.5. The Borrower shall immediately notify the Bank at clientconnection@worldbank.org of any lost, stolen or compromised SIDC, and take other reasonable steps to ensure such SIDC are disabled immediately.

5. Reservation of Right to Disable SIDC

- 5.1. The Borrower shall reserve the right to revoke the authorization of a SIDC User to use a SIDC for any reason.

5.2. The Bank reserves the right, in its sole discretion, to temporarily or permanently disable a SIDC, de-activate a SIDC User's Account or both.

6. ***Care of Physical Tokens***

6.1. Physical Tokens will remain the property of the Bank.

6.2. The Bank will physically deliver a Physical Token to each Signatory designated to receive one in a manner to be determined by and satisfactory to the Bank.

6.3. Physical Tokens contain delicate and sophisticated instrumentation and therefore should be handled with due care, and should not be immersed in liquids, exposed to extreme temperatures, crushed or bent. Also, Physical Tokens should be kept more than five (5) cm from devices that generate electromagnetic radiation (EMR), such as mobile phones, phone-enabled PDAs, smart phones and other similar devices. Physical Tokens should be carried and stored separate from any EMR device. At close range (less than 5 cm), these devices can output high levels of EMR that can interfere with the proper operation of electronic equipment, including the Physical Token.

6.4. Without derogating from these Terms and Conditions of Use, other technical instructions on the proper use and care of Physical Tokens are available at <http://www.rsa.com>.

7. ***Replacement***

7.1. Lost, damaged, compromised (in terms of 4.5, above) or destroyed Physical Tokens will be replaced at the expense of the Borrower.

7.2. The Bank reserves the right, in its sole discretion, not to replace any Physical Token in the case of misuse, or not to reactivate a SIDC User's Account.

STATEMENT OF EXPENDITURES

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Item No.	Category No. *	Name of Supplier, Contractor or Consultant	Brief Description of Goods, Works or Services	Total Amount of Contract (Include all currencies)	Currency of Expenditure	Total invoice amount covered by this application (net of retention)	Eligible % of financing	Currency and eligible amount paid (7)x(8)	US\$ Equivalent paid from Special Account*	Date of Payment	Exchange Rate**	Remarks or Invoice references, including no-objection telex date
TOTALS									\$			

Attachment 5

**Payments Made during Reporting Period
Against Contracts Subject to the Bank's Prior Review**

Case No.	Applicant's Name	Address	City	State	Occupation	Education	Other Information
1	John Doe	123 Main St.	New York	NY	Teacher	High School	
2	Jane Smith	456 Elm St.	Los Angeles	CA	Nurse	College	
3	Robert Johnson	789 Oak St.	Chicago	IL	Engineer	University	
4	Mary White	101 Pine St.	San Francisco	CA	Writer	High School	
5	James Brown	202 Cedar St.	Houston	TX	Farmer	High School	
6	Sarah Green	303 Birch St.	Phoenix	AZ	Homemaker	High School	
7	Michael Black	404 Maple St.	Philadelphia	PA	Student	College	
8	Linda Gray	505 Walnut St.	San Diego	CA	Librarian	College	
9	David King	606 Spruce St.	Portland	OR	Artist	High School	
10	Elizabeth Hall	707 Ash St.	Seattle	WA	Manager	College	

DESIGNATED ACCOUNT RECONCILIATION STATEMENT

LOAN/CREDIT/PPF/COFINANCIER NUMBER _____
 ACCOUNT NUMBER _____ WITH (BANK) _____

1. TOTAL ADVANCED BY WORLD BANK (OR COFINANCIER) \$ _____
 2. LESS: TOTAL AMOUNT RECOVERED BY WORLD BANK - \$ _____
 3. EQUALS PRESENT OUTSTANDING AMOUNT ADVANCED TO
 THE SPECIAL ACCOUNT (NUMBER 1 LESS NUMBER 2) = \$ _____

4. BALANCE OF SPECIAL ACCOUNT PER ATTACHED BANK
 STATEMENT AS OF DATE _____ \$ _____
 5. PLUS: TOTAL AMOUNT CLAIMED IN THIS
 APPLICATION NO. _____ + \$ _____ *
 6. PLUS: TOTAL AMOUNT WITHDRAWN AND NOT YET CLAIMED
 REASON: _____ + \$ _____ *

7. PLUS: AMOUNTS CLAIMED IN PREVIOUS APPLICATIONS
 NOT YET CREDITED AT DATE OF BANK STATEMENTS

<u>APPLICATION NO.</u>	<u>AMOUNT *</u>
_____	_____
_____	_____

SUBTOTAL OF PREVIOUS
 APPLICATIONS NOT YET CREDITED + \$ _____

8. MINUS: INTEREST EARNED - \$ _____ *
 9. TOTAL ADVANCE ACCOUNTED FOR (NO. 4 THROUGH NO. 9) = \$ _____

10. EXPLANATION OF ANY DIFFERENCE BETWEEN THE TOTALS APPEARING ON LINES 3 AND 9:

11. DATE: _____

SIGNATURE: _____

TITLE: _____

ARTICLE III — PROJECT

- 3.01. The Recipient declares its commitment to the objective of the Project. To this end, the Recipient shall carry out the Project through the Ministry of Agriculture and Livestock in accordance with the provisions of Article IV of the General Conditions.
- 3.02. Without limitation upon the provisions of Section 3.01 of this Agreement, and except as the Recipient and the Association shall otherwise agree, the Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of Schedule 2 to this Agreement.

ARTICLE IV — EFFECTIVENESS; TERMINATION

- 4.01. The Additional Conditions of Effectiveness consist of the following:
- (a) the Recipient has deposited 2,000,000,000 CFA Francs into the Project Counterpart Funds Account, in accordance with the provisions of Section I.F of Schedule 2 to this Agreement; and
 - (b) the Recipient has updated the Project Implementation Manual, in accordance with the provisions of Section I.B. of Schedule 2 to this Agreement.
- 4.02. The Effectiveness Deadline is the date ninety (90) days after the date of this Agreement.
- 4.03. For purposes of Section 8.05 (b) of the General Conditions, the date on which the obligations of the Recipient under this Agreement (other than those providing for payment obligations) shall terminate is twenty (20) years after the date of this Agreement.

ARTICLE V — REPRESENTATIVE; ADDRESSES

- 5.01. The Recipient's Representative is its minister responsible for finance.
- 5.02. The Recipient's Address is:

Ministry of Economy, Finance, Planning, Public Portfolio and Integration
B.P. 2028
Brazzaville
Republic of Congo

Facsimile:

(242)-2281.43.69

5.03. The Association's Address is:

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

Cable:

Telex:

Facsimile:

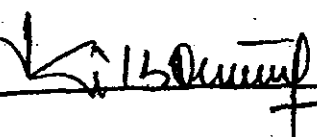
INDEVAS
Washington, D.C.

248423 (MCI)

1-202-477-6391

AGREED at Feb 19, 2014, as of the day and year
first above written.

REPUBLIC OF CONGO

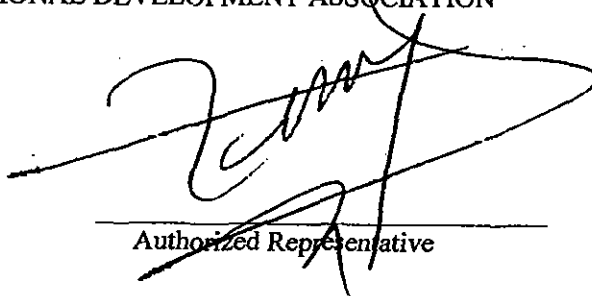
By 
Authorized Representative

Name: Gilbert Ondongo

Title: Ministre d'Etat, Ministre des Finances

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION

By


Authorized Representative

Name: Eustache Ouayoro

Title: Directeur des Opérations

SCHEDULE 1

Project Description

The objective of the Project is to assist the Recipient in increasing the ability of the rural poor to raise their income through the generation and promotion of improved agricultural technologies, the provision of market infrastructure, and the formulation and implementation of poverty-focused agricultural policies and expenditure programs.

The Project consists of the following parts:

1. Building Capacity in the Ministry of Agriculture and Livestock and the Ministry of Fisheries and Aquaculture

- (a) Strengthening the capacity of the Ministry of Agriculture and Livestock and the Ministry of Fisheries and Aquaculture to: (i) formulate adequate sector policies; (ii) efficiently plan and execute sector expenditure programs; and (iii) monitor and evaluate the implementation of said programs with diligence and efficiency at both the central and decentralized levels.

- ~~(b) Strengthening the capacities of CNSA and CRAL for carrying out research, production and distribution of seeds and cuttings.~~

- (c) Strengthening the capacities of, *inter alia*, AGRI-CONGO, CDTA, CVTE and PRSD for the provision of agricultural extension services, smallholders support and other agricultural services.

2. Rehabilitating Rural Roads and Market Infrastructure

- (a) Rehabilitation and/or maintenance of approximately 80 kilometers, in addition to the 1300 kilometers of the Original Project, of rural roads and waterways in Project Areas.
- (b) Rehabilitation of existing market infrastructures and/or construction of new ones, including, fisheries landing and trade halls, collection and storage centers, and market halls for agro-pastoral and fishery products and other tradable commodities.

3. Supporting Productive Activities and Sustainable Livelihoods in Rural Areas

- (a) Development and dissemination of improved agro-pastoral and fishery techniques, including: (i) rehabilitation of two seedlings centers, and one fish farming station; (ii) development and establishment of a pilot market information system; and (iii) Training and acquisition of necessary inputs and equipment for agro-pastoral and fishery activities.

- (b) Provision of technical advisory services and training to producers' associations and community-based organizations aimed at: (i) strengthening technical and business management capacity for their members; (ii) establishing mechanisms designed to facilitate access to micro-credit for their members; and (iii) increasing productivity and enhancing their members' capacity to generate greater income.
- (c) Establishment of a micro-finance mechanism to provide Micro-project Matching Grants to Producer Associations to support activities aimed at: (i) producing, processing and warehousing agro-pastoral and fishery products; and (ii) adoption and utilization of advanced value chain production technologies.
- (d) Development and intensification of horticulture and poultry production in the vicinity of Brazzaville and Pointe Noire and the rehabilitation of centers of production and multiplication of fish breeding, all through, *inter alia*: (i) the provision of goods and technical advisory services to Producer Associations; and (ii) the establishment of nurseries and demonstration plots showcasing new production technologies.

4. Project Coordination and Management

Strengthening the institutional and technical capacity of the PIU for Project implementation and oversight, including, procurement and financial management, monitoring and evaluation and reporting, all through the provision of technical advisory services, Training, Operating Costs and acquisition of goods for the purpose.

SCHEDULE 2

Project Execution

Section I. Institutional and Implementation Arrangements

A. Institutional Arrangements

1. Ministry of Agriculture and Livestock

The Recipient shall designate, at all times during the implementation of the Project, the Ministry of Agriculture and Livestock ("MAE"), to be responsible for prompt and efficient oversight, management and implementation of activities under the Project, and shall take all actions, including, the provision of funding, personnel and other resources necessary to enable said MAE to perform said functions.

2. Steering Committee

Without limitation upon the provisions of paragraph 1 of this Section I.A, the Recipient shall designate, at all times during the implementation of the Project, the Steering Committee, to be responsible for, ~~inter alia~~, supervising the operations of the PIU, ensuring effective inter-ministerial coordination, approving annual work plans and budgets, approving annual progress reports, and making recommendations for the effective and efficient implementation of the Project.

3. Project Implementation Unit

Without limitation upon the provisions of paragraphs (1) and (2) immediately above, the Recipient shall maintain within MAE, at all times during the implementation of the Project, the Project Implementation Unit ("PIU") with resources, functions and staff in adequate numbers and with qualifications satisfactory to the Association, to be responsible for effective day to day coordination of implementation of Project activities.

B. Implementation Arrangements

1. Project Implementation Manual

- (a) The Recipient shall update, in accordance with terms of reference acceptable to the Association and furnish to the Association, the Project implementation manual providing details of arrangements and procedures for the implementation of the Project, including: (i) capacity building activities for sustained achievement of the Project's objective; (ii) procurement, financial management and disbursement arrangements; (iii) institutional administration, coordination

and day-to-day execution of Project activities; (iv) monitoring and evaluation, reporting, information, training and communication arrangements of Project activities; (v) an administrative, accounting, and financial manual; (vi) Micro-project Matching Grants procedures; and (vii) such other technical and organizational arrangements and procedures as shall be required for the Project;

- (b) The Recipient shall afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Recipient on said Project implementation manual, and thereafter, shall adopt such Project implementation manual, as shall have been approved by the Association ("Project Implementation Manual"); and
- (c) The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the Project Implementation Manual; provided, however, that in case of any conflict between the provisions of the Project Implementation Manual and the provisions of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail. Except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not amend, abrogate or waive any provision of the Project Implementation Manual.

2. Annual Work Plan and Budget

- (a) The Recipient shall prepare and furnish to the Association not later than December 31 of each Fiscal Year during the implementation of the Project, a work plan and budget containing all activities proposed to be included in the Project during the following Fiscal Year and a proposed financing plan for expenditures required for such activities, setting forth the proposed amounts and sources of financing.
- (b) Each such proposed work plan and budget shall specify any Training activities that may be required under the Project, including: (i) the type of Training; (ii) the purpose of the Training; (iii) the personnel to be trained; (iv) the institution or individual who will conduct the Training; (v) the location and duration of the Training; and (vi) the cost of the Training.
- (c) The Recipient shall afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Recipient on each such proposed work plan and budget and shall thereafter adopt and ensure that the Project is implemented with due diligence during said following Fiscal Year in accordance with such work plan and budget as shall have been approved by the Association ("Annual Work Plan and Budget");
- (d) The Recipient shall not make or allow to be made any change to the approved Annual Work Plan and Budget without the Association's prior approval in writing.

C. Anti-Corruption

The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the Anti-Corruption Guidelines.

D. Micro-project Matching Grants under Part 3(c) of the Project

1. In order to ensure the proper implementation of Part 3(c) of the Project, the Recipient shall, through MAE, make Micro-project Matching Grants to Beneficiaries in accordance with eligibility criteria and procedures set forth in the PIM.
2. The Recipient shall make each Micro-project Matching Grant under a Micro-project Matching Grant Agreement with the respective Beneficiary on terms and conditions approved by the Association, which shall include, *inter alia*, the following:
 - (a) The Beneficiary shall be a Producer Association organized around a specific productive and/or commercial activity;
 - (b) The Micro-project Matching Grant shall be made in CFA Francs on grant terms; and
 - (c) The Recipient shall obtain rights adequate to protect its interests and those of the Association, including the right to:
 - (i) suspend or terminate the right of the Beneficiary to use the proceeds of the Micro-project Matching Grant, or all or any part of the amount of the Micro-project Matching Grant then withdrawn, upon the Beneficiary's failure to perform any of its obligations under the Micro-project Matching Grant Agreement; and
 - (ii) require each Beneficiary to: (A) carry out its Micro-Project with due diligence and efficiency and in accordance with sound technical, economic, financial, managerial, environmental and social standards and practices satisfactory to the Association, including in accordance with the provisions of the Anti-Corruption Guidelines applicable to recipients of loan proceeds other than the Recipient; (B) provide, promptly as needed, the resources required for the purpose; (C) procure the goods, works, non-consulting services and services to be financed out of the Micro-project Matching Grant in accordance with the provisions of this Agreement; (D) maintain policies and procedures adequate to enable it to monitor and evaluate in

accordance with indicators acceptable to the Association, the progress of the Micro-Project and the achievement of its objectives; (E) (1) maintain a financial management system and prepare financial statements in accordance with consistently applied accounting standards acceptable to the Association, both in a manner adequate to reflect the operations, resources and expenditures related to the Micro-Project; and (2) at the Association's or the Recipient's request, have such financial statements audited by independent auditors acceptable to the Association, in accordance with consistently applied auditing standards acceptable to the Association, and promptly furnish the statements as so audited to the Recipient and the Association; (F) enable the Recipient and the Association to inspect the Micro-Project, its operation and any relevant records and documents; and (G) prepare and furnish to the Recipient and the Association all such information as the Recipient or the Association shall reasonably request relating to the foregoing.

3. The Recipient shall exercise its rights under each Micro-project Matching Grant Agreement in such manner as to protect the interests of the Recipient and the Association and to accomplish the purposes of the Financing. Except as the Association shall otherwise agree, the Recipient shall not assign, amend, abrogate or waive any Micro-project Matching Grant Agreement or any of its provisions.

E. Safeguards

1. The Recipient shall ensure that the Project is carried out in accordance with the Safeguard Frameworks and Safeguard Instruments. To this end, the Recipient shall ensure that the following actions are taken in a manner acceptable to the Association:
 - (a) if any Project activity would, pursuant to the Environmental and Social Management Framework ("ESMF"): (i) require the carrying out of an Environmental and Social Impact Assessment ("ESIA"), the Recipient shall ensure that an ESIA for such activity is: (A) carried out, in accordance with the requirements of the ESMF and furnished to the Association for review and approval; and (B) disclosed as required by the ESMF and approved by the Association; and (ii) require the preparation of an Environmental and Social Management Plan ("ESMP"), ~~such ESMP is prepared in accordance with the ESMF and~~ furnished to the Association for review and approval, and is disclosed, as required by the ESMF, once the Association's approval has been granted;

- (b) if a Resettlement Action Plan ("RAP") would be required for any Project activity on the basis of the Resettlement Policy Framework ("RPF"): (i) said RAP shall be prepared in accordance with the requirements of the RPF, furnished to the Association for review and approval, and disclosed, as required by the RPF, once the Association's approval has been granted; and (ii) no works under said activity shall be commenced until all measures required to be taken under said RAP prior to the initiation of said works have been taken; and
 - (c) if an Indigenous Peoples Plan ("IPP") would be required for any Project activity on the basis of the Indigenous Peoples Planning Framework ("IPPF"): such IPP shall be prepared in accordance with the requirements of the IPPF, furnished to the Association for review and approval, and is disclosed, as required by the IPPF, once the Association's approval has been granted.
 - 2. Without limitation upon its other reporting obligations under this agreement and under Section 4.08 of the General Conditions, the Recipient shall include in the Project Reports referred to in Section II.A of this Schedule, adequate information on the implementation of the Safeguard Frameworks and Safeguard Instruments, giving details of: (a) measures taken in furtherance of such Safeguard Frameworks and Safeguard Instruments; ~~(b) conditions, if any, which interfere or threaten to interfere with the smooth implementation of such Safeguard Frameworks and Safeguard Instruments;~~ and (c) remedial measures taken or required to be taken to address such conditions and to ensure the continued efficient and effective implementation of such Safeguard Frameworks and Safeguard Instruments.
- F. Project Counterpart Funds; Project Counterpart Funds Account**
- 1. The Recipient shall open, and thereafter maintain, at all times during the implementation of the Project, in a financial institution and on terms and conditions acceptable to the Association, an account into which all counterpart funds required for the Project shall be deposited and maintained until required to pay for Eligible Expenditures ("Project Counterpart Funds Account").
 - 2. Without limitation upon the provisions of Section 4.03 of the General Conditions, the Recipient shall deposit into the Project Counterpart Funds Account, amounts in CFA Francs not later than the dates indicated next to such amount:

Amount (in CFA Francs)	Date not later than which the amount shall be deposited in the Project Counterpart Funds Account
2,000,000,000	Effectiveness
2,000,000,000	April 30, 2015

3. The Recipient shall ensure that all amounts deposited in the Project Counterpart Funds Account shall be used exclusively to pay for Eligible Expenditures.

Section II. Project Monitoring, Reporting and Evaluation

A. Project Reports

The Recipient shall monitor and evaluate the progress of the Project and prepare Project Reports in accordance with the provisions of Section 4.08 of the General Conditions and on the basis of indicators acceptable to the Association. Each Project Report shall cover the period of one (1) calendar quarter, and shall be furnished to the Association not later than one (1) month after the end of the period covered by such report.

B. Financial Management, Financial Reports and Audits

1. The Recipient shall maintain or cause to be maintained a financial management system in accordance with the provisions of Section 4.09 of the General Conditions.
2. Without limitation upon the provisions of Part A of this Section, the Recipient shall prepare and furnish to the Association not later than one (1) month after the end of each calendar quarter, interim unaudited financial reports for the Project covering the quarter, in form and substance satisfactory to the Association.
3. The Recipient shall have its Financial Statements audited in accordance with the provisions of Section 4.09 (b) of the General Conditions. Each audit of the Financial Statements shall cover the period of one (1) Fiscal Year of the Recipient. The audited Financial Statements for each such period shall be furnished to the Association not later than six (6) months after the end of such period.

C. Financial Management Covenants

1. In order to ensure the timely carrying out of the audits referred to in Part B.3 of this Section II, the Recipient shall, not later than three (3) months after the Effective Date, appoint an external auditor, in accordance with the provisions of Section III of this Schedule.

2. The Recipient shall, not later than three (3) months after the Effective Date, appoint in accordance with the provisions of Section III below, and thereafter maintain at all times during Project implementation, a procurement specialist, a monitoring and evaluation specialist and an accountant, all with qualifications, experience and terms of reference acceptable to the Association.

Section III. Procurement

A. General

1. **Goods, Works and Non-consulting Services.** All goods, works and non-consulting services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the Financing shall be procured in accordance with the requirements set forth or referred to in Section I of the Procurement Guidelines, and with the provisions of this Section.
2. **Consultants' Services.** All consultants' services required for the Project and to be financed out of the proceeds of the Financing shall be procured in accordance with the requirements set forth or referred to in Sections I and IV of the Consultant Guidelines, and with the provisions of this Section.

~~3. **Definitions.** The capitalized terms used below in this Section to describe particular procurement methods or methods of review by the Association of particular contracts, refer to the corresponding methods described in the Procurement Guidelines, or Consultant Guidelines, as the case may be.~~

B. Particular Methods of Procurement of Goods, Works and Non-consulting Services

1. **International Competitive Bidding.** Except as otherwise provided in paragraph 2 below, goods, works and non-consulting services shall be procured under contracts awarded on the basis of International Competitive Bidding.
2. **Other Methods of Procurement of Goods, Works and Non-consulting Services.** The following table specifies the methods of procurement, other than International Competitive Bidding, which may be used for goods, works and non-consulting services. The Procurement Plan shall specify the circumstances under which such methods may be used:

Procurement Method
(a) Limited International Bidding
(b) National Competitive Bidding <i>(subject to the following additional provision, namely that the Recipient shall use the standard bidding documents of the Association or other bidding documents agreed upon with the Association prior to their use)</i>
(c) Shopping
(d) Direct Contracting
(e) Force Account
(f) Community Participation procedures which have been found acceptable to the Association

C. Particular Methods of Procurement of Consultants' Services

1. **Quality- and Cost-based Selection.** Except as otherwise provided in paragraph 2 below, consultants' services shall be procured under contracts awarded on the basis of Quality- and Cost-based Selection.
2. **Other Methods of Procurement of Consultants' Services.** The following table specifies methods of procurement, other than Quality- and Cost-based Selection, which may be used for consultants' services. The Procurement Plan shall specify the circumstances under which such methods may be used.

Procurement Method
(a) Least Cost Selection
(b) Individual Consultants
(c) Selection based on Consultant Qualifications

D. Review by the Association of Procurement Decisions

The Procurement Plan shall set forth those contracts which shall be subject to the Association's Prior Review. All other contracts shall be subject to Post Review by the Association.

Section IV. Withdrawal of the Proceeds of the Financing

A. General

1. The Recipient may withdraw the proceeds of the Financing in accordance with the provisions of Article II of the General Conditions, this Section, and such additional instructions as the Association shall specify by notice to the Recipient (including the "World Bank Disbursement Guidelines for Projects" dated May 2006, as revised from time to time by the Association and as made applicable to this Agreement pursuant to such instructions), to finance Eligible Expenditures as set forth in the table in paragraph 2 below.
2. The following table specifies the categories of Eligible Expenditures that may be financed out of the proceeds of the Financing ("Category"), the allocations of the amounts of the Financing to each Category, and the percentage of expenditures to be financed for Eligible Expenditures in each Category:

Category	Amount of the Financing Allocated (expressed in SDR)	Percentage of Expenditures to be Financed (inclusive of Taxes)
(1) Goods, consultants' services, non-consulting services, Training and Operating Costs under Part 1 of the Project	200,000	33%
(2) Goods, works and non-consulting services under Part 2 of the Project	650,000	19%
(3) Micro-project Matching Grants under Part 3(c) of the Project	500,000	50%
(4) Goods, Works, consultants' services, non-consulting services, Training and Operating Costs under Part 3 (a), (b) and (d) of the Project	350,000	50%
TOTAL AMOUNT	1,700,000	

B. Withdrawal Conditions; Withdrawal Period

1. Notwithstanding the provisions of Part A of this Section, no withdrawal shall be made for payments made prior to the date of this Agreement.
2. The Closing Date is October 31, 2015.

SCHEDULE 3

Repayment Schedule

Date Payment Due	Principal Amount of the Credit repayable (expressed as a percentage)*
On each May 15 and November 15:	
commencing May 15, 2019, to and including November 15, 2028,	1.65%
commencing May 15, 2029, to and including November 15, 2038,	3.35%

* The percentages represent the percentage of the principal amount of the Credit to be repaid, except as the Association may otherwise specify pursuant to Section 3.03(b) of the General Conditions.

APPENDIX

Section I. Definitions

1. "Affected Persons" means persons who, on account of the execution of the Project would suffer direct economic and social impacts resulting in: (a) relocation or loss of shelter; (b) loss of assets or access to assets; (c) loss of income sources or means of livelihood, whether or not the affected persons must move to another location; and (d) adverse impacts on the livelihoods of the affected persons.
2. "AGRI-CONGO" means the Recipient's Institute for Development Support established and operating pursuant to the Agrisud-International's agreement dated June 20, 1996.
3. "Annual Work Plan and Budget" means the work plan and budget prepared annually by the Recipient in accordance with the provisions of Section I.B.2 of Schedule 2 to this Agreement.
4. "Anti-Corruption Guidelines" means the "Guidelines on Preventing and Combating Fraud and Corruption in Projects Financed by IBRD Loans and IDA Credits and Grants", dated October 15, 2006, and revised in January 2011.
5. "Beneficiary" means a Producer Association or any other entity eligible to receive a Micro-project Matching Grant, in accordance with criteria set forth in the Project Implementation Manual.
6. "Category" means a category set forth in the table in Section IV of Schedule 2 to this Agreement.
7. "CDTA" means the Recipient's Center for Demonstration of Agricultural Technologies (*Centre de Démonstration des Techniques Agricoles*) established and operating pursuant to Ministerial Order Number 9103/MAE-CAB.
8. "CFA Franc" means the franc of the Central Africa Economic and Monetary Community, whose common central bank is the Bank of Central African States.
9. "CNSA" means the Recipient's National Center for Improved Agricultural Inputs (*Centre National des Semences Améliorées*) established and operating pursuant to the presidential decree Number 83/11 of January 11, 1983.
10. "Consultant Guidelines" means the "Guidelines: Selection and Employment of Consultants under IBRD Loans and IDA Credits and Grants by World Bank Borrowers", dated January 2011.

11. "CRAL" means the Recipient's Loudima Center for Agricultural Research (*Centre de Recherches Agricoles de Loudima*) established and operating pursuant to Act Number 13/86 dated March 19, 1986, of the laws of the Recipient.
12. "CVTE" means the Recipient's Center for Dissemination of Livestock related Technologies (*Centre de Vulgarisation des Techniques d'Elevage*) established and operating pursuant to Ministerial Order Number 9106/MAE-CAB.
13. "Environmental and Social Impact Assessment" or "ESIA" means, with respect to each activity under the Project pursuant to which the ESMF requires an environmental and social impact assessment, such assessment carried out pursuant to the provisions of Section I.E of Schedule 2 to this Agreement.
14. "Environmental and Social Management Framework" or "ESMF" means the framework of the Recipient disclosed in country on October 20, 2006, and in the Association's InfoShop on October 27, 2007, setting forth the modalities for environmental screening and procedures for the preparation and implementation of environmental assessments and management plans under the Project, and such term includes all schedules and annexes to the ESMF, as the same may be amended from time to time with the written agreement of the Association.
- ~~15. "Environmental and Social Management Plan" or "ESMP" means a plan prepared in accordance with the ESMF and the provisions of Section I.E of Schedule 2 to this Agreement for the purposes of a Project activity.~~
16. "Fiscal Year" or "FY" means the Recipient's twelve month period starting January 1 and ending December 31 of the same year.
17. "General Conditions" means the "International Development Association General Conditions for Credits and Grants", dated July 31, 2010, with the modifications set forth in Section II of this Appendix.
18. "Indigenous Peoples Plan" or "IPP" means the Recipient's plan, prepared and implemented in accordance with the IPPF and the provisions of Section I.E. of Schedule 2 to this Agreement.
19. "Indigenous Peoples Planning Framework" or "IPPF" means the framework of the Recipient disclosed in country on December 3, 2012, and in the Association's InfoShop on December 7, 2012, said framework prepared and implemented in accordance with the provisions of Section I.E. of Schedule 2 to this Agreement.
20. "Micro-project" means any specific development project activity to be carried out under Part 3(c) of the Project by a Beneficiary utilizing the proceeds of the Financing, and "Micro-projects" means, collectively, two or more such Micro-projects.

21. "Micro-project Matching Grant" means any grant made or proposed to be made to a Beneficiary under Part 3(c) of the Project.
22. "Micro-project Matching Grant Agreement" means each agreement to be entered into between the Recipient and a Beneficiary for the purpose of financing a Micro-project under Part 3(c) of the Project.
23. "Ministry of Agriculture and Livestock" or "MAE" means the Recipient's ministry responsible for agriculture and livestock, and any successor thereto.
24. "Ministry of Fisheries and Aquaculture" means the Recipient's ministry responsible for fisheries and aquaculture, and any successor thereto.
25. "Operating Costs" means incremental operating costs arising under the Project on account of Project coordination, implementation and monitoring activities undertaken by the implementing agencies of the Recipient, including, office supplies, vehicle operation and maintenance costs, utilities, communication charges, per diems and travel allowances, but excluding the salaries of the Recipient's civil service.
26. "Original Financing Agreement" means the financing agreement for the Agricultural Development and Rural Roads Rehabilitation Project between the Recipient and the Association, dated September 6, 2007, as amended to date (Grant No H302-COB).
27. "Original Project" means the Project described in the Original Financing Agreement.
28. "Procurement Guidelines" means the "Guidelines: Procurement of Goods, Works and Non-consulting Services under IBRD Loans and IDA Credits and Grants by World Bank Borrowers", dated January 2011.
29. "Procurement Plan" means the Recipient's procurement plan for the Project, dated December 17, 2013, and referred to in paragraph 1.18 of the Procurement Guidelines and paragraph 1.25 of the Consultant Guidelines, as the same shall be updated from time to time in accordance with the provisions of said paragraphs.
30. "Project Areas" means the following territorial entities of the Recipient: Bouenza, Brazzaville, Cuvette, Kouilou, Lekoumou, Niari, Plateau, Pointe Noire, Pool and Sangha.
31. "Project Counterpart Funds Account" means the account to be established and maintained by the Recipient in accordance with the provisions of Section I.F. of Schedule 2 to this Agreement.

32. "Project Implementation Manual" means the Recipient's manual referred to in Section I.B.1 of Schedule 2 to this Agreement.
33. "Project Implementation Unit" or "PIU" means the Recipient's unit referred to in Section I.A.3 of Schedule 2 to this Agreement
34. "Producer Association" means a group of farmers, horticulturists, livestock raisers and fish breeders, or any association of producers (including cooperatives) or of selected non-farm producers applying for Micro-project Matching Grants under the Project to perform an economic activity.
35. "PRSD" means the Recipient's Rehabilitation and Recovery of Fish Farms Station (*Projet de Réhabilitation et de Relance des Station Piscicoles Domaniales*) Project established and operating pursuant to the Ministerial document dated September 11, 2000.
36. "Resettlement Action Plan" or "RAP" means a resettlement plan, prepared and implemented in accordance with the RPF and the provisions of Section I.E of Schedule 2 to this Agreement.
37. "Resettlement Policy Framework" or "RPF" means the Resettlement Policy Framework of the Recipient, disclosed in country on December 20, 2006, and in the Association's InfoShop on October 27, 2006, setting forth, *inter alia*, guidelines, procedures, timetable and other specifications of the resettlement / compensation to be made under the Project to Affected Persons and referred to in paragraph E of Section I of Schedule 2 to this Agreement;
38. "Safeguard Framework" means, each of the ESMF, RPF or IPPF, as the context may require; and "Safeguard Frameworks" means, collectively, said ESMF and RPF and IPPF.
39. "Safeguard Instrument" means an ESIA, ESMP, RAP or IPP, respectively, for a Project activity; and "Safeguard Instruments" means, collectively, two or more such instruments.
40. "Steering Committee" means the Recipient's committee, referred to in Section I.A.2 of Schedule 2 to this Agreement, chaired by the MAE and whose members include representatives from the private sector, beneficiary organizations, selected ministries, public institutions, and the civil society.

Section II. Modifications to the General Conditions

The modifications to the General Conditions are as follows:

1. Section 3.02 is modified to read as follows:

"Section 3.02. Service Charge and Interest Charge

- (a) *Service Charge.* The Recipient shall pay the Association a service charge on the Withdrawn Credit Balance at the rate specified in the Financing Agreement. The Service Charge shall accrue from the respective dates on which amounts of the Credit are withdrawn and shall be payable semi-annually in arrears on each Payment Date. Service Charges shall be computed on the basis of a 360-day year of twelve 30-day months.
 - (b) *Interest Charge.* The Recipient shall pay the Association interest on the Withdrawn Credit Balance at the rate specified in the Financing Agreement. Interest shall accrue from the respective dates on which amounts of the Credit are withdrawn and shall be payable semi-annually in arrears on each Payment Date. Interest shall be computed on the basis of a 360-day year of twelve 30-day months."
- 2. Paragraph 28 of the Appendix ("Financing Payment") is modified by inserting the words "the Interest Charge" between the words "the Service Charge" and "the Commitment Charge".
 - 3. The Appendix is modified by inserting a new paragraph 32 with the following definition of "Interest Charge", and renumbering the remaining paragraphs accordingly:

"32. "Interest Charge" means the interest charge specified in the Financing Agreement for the purpose of Section 3.02(b)."
 - 4. Renumbered paragraph 37 (originally paragraph 36) of the Appendix ("Payment Date") is modified by inserting the words "Interest Charges" between the words "Service Charges" and "Commitment Charges".
 - 5. Renumbered paragraph 50 (originally paragraph 49) of the Appendix ("Service Charge") is modified by replacing the reference to Section 3.02 with Section 3.02(a).

REPUBLIC OF CONGO

Feb 19, 2014

International Development Association
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
United States of America

**Re: Credit Number 5362-CG
Agricultural Development and Rural Roads Rehabilitation Project
(Additional Financing)
Section 5.01 of the General Conditions - Financial and Economic Data**

Dear Sirs:

In connection with the Financing Agreement (Financing Agreement) of this date between the Republic of Congo (the Member Country) and the International Development Association (the Association) providing financing (the Financing) for the above-captioned project, and the General Conditions (the General Conditions) made applicable to the Financing Agreement, I am writing on behalf of the Member Country to set forth the following:

1. We understand and agree that, for purposes of Section 5.01 of the General Conditions, the Member Country is required by the Association:

(a) to report "long-term external debt" (as defined in the World Bank's Debtor Reporting System Manual, dated January 2000 (DRSM)), in accordance with the DRSM, and in particular, to notify the Association of new "loan commitments" (as defined in the DRSM) not later than 30 days after the end of the quarter during which the debt is incurred, and to notify the Association of "transactions under loans" (as defined in the DRSM) once a year, not later than March 31 of the year following the year covered by the report; and

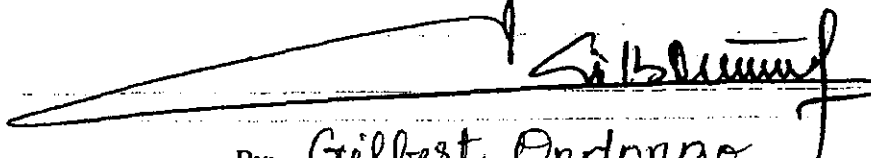
(b) to: (i) notify the Association at least three months prior to incurring any non-concessional long-term external debt, of its intention to incur such debt, together with the proposed terms of such debt; and (ii) afford the Association a reasonable opportunity to exchange views with the Member Country on the matter. For purposes of this paragraph, "non-concessional long-term external debt" means any long-term external debt (as defined in the DRSM), but excluding private debt (as so defined), with an estimated grant element (GE) calculated in the manner published from time to time by the Association (see, www.worldbank.org/ida under "reports") of less than (i) 35% or (ii) the GE for determining concessionality established by the International Monetary Fund in any Poverty Reduction and Growth Facility arrangement or Policy Support Instrument with the Member Country in effect at the time of such notice, whichever is higher.

2. We represent that no defaults exist in respect of any external debt (as defined in the DRSM). It is our understanding that, in making the Financing, the Association may rely on the representations set forth or referred to in this letter.

3. Please confirm your agreement to the foregoing by having a duly authorized representative of the Association sign in the space provided below.

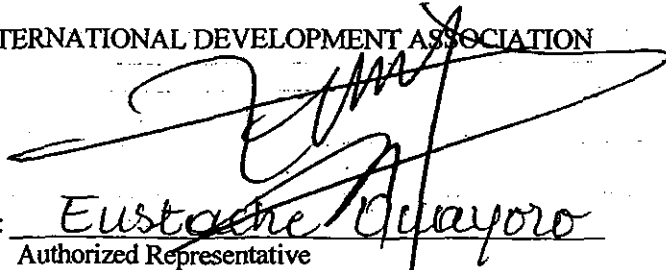
Very truly yours,

REPUBLIC OF CONGO


By: Gilbert Ondongo
Authorized Representative

AGREED:

INTERNATIONAL DEVELOPMENT ASSOCIATION


By: Eustache Quayoro
Authorized Representative